front rouge

prolétaires de tous les pays, nations

et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

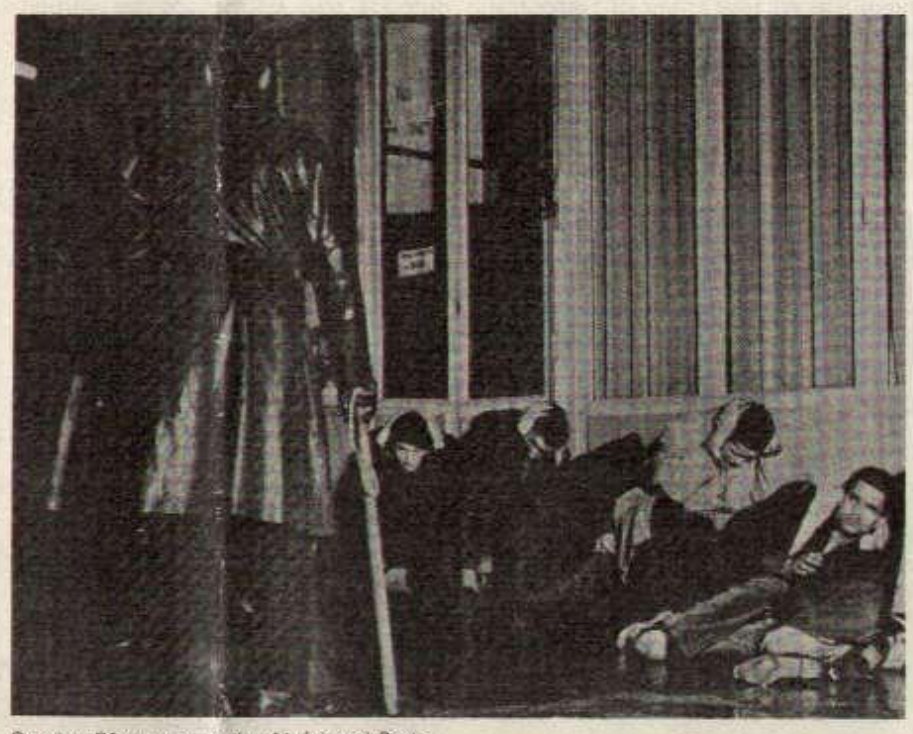
HEBDOMADAIRE Nº 15 / 2 MARS 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 LYON-PREFECTURE

RENAULT

UN OUVRIER REVOLUTIONNAIRE ASSASSINE

DREYFUS ASSASSIN

MARCHAIS COMPLICE



Octobre 61 : massacre des Algériens à Paris.

Vendredi 25 février, 15 h, à l'une des portes de Renault-Billancourt un groupe de "La Cause du Peuple" distribue aux ouvriers du matin des tracts appelant à la défense d'ouvriers licenciés et à manifester contre le fascime et le racisme. Dans le groupe, un jeune ouvrier, Pierre Overney qui a déjà plusieurs fois pris la parole à la sortie de l'usine. Les flics de la Régie en uniforme attaquent les diffuseurs. Un flic en chef de la Régie, en civil, Tramoni, ancien militaire, s'approche, sort son révolver et assassine de sang froid, à bout portant, Overney.

La presse et la radio de la bourgeoisie ont soupiré hypocritement sur cette "tragédie".

Mais c'est bien clair : c'est la bourgeoisie qui a tué.

Depuis qu'elle a été secouée et ébranlée par la tempête de Mai 68, depuis que, face au renforcement de l'exploitation, les OS immigrés et français déclenchent des luttes plus nombreuses et plus dures, la bourgeoisie a systématiquement généralisé ou renforcé dans les grands bagnes capitalistes ce qui existait déjà à Simca-Poissy, à Citroën, et ailleurs : des milices armées, à sa solde, à l'intérieur même des usines, menaçant 9 heures sur neuf les ouvriers, les surveillant, les rossant, comme à Brandt, les assassinant quand elle le juge bon.

C'est la logique de la bourgeoisie d'assassiner les ouvriers qui se dressent contre sa dictature.

Les révisionnistes, eux, n'ont pas versé une larme, même hypocrite. Sans hésiter, P."C".F. et C.G.T. ont aussitôt claironné toutes les fausses nouvelles de la bourgeoisie : c'est un "homme en civil" qui a tué (ce n'est pas un flic de la Régie) ; ce n'est pas un ouvrier qui a été tué, c'est un jeune bourgeois. Sans hésiter, ils ont aussitôt braillé : "Provocation ! ". "Provocation montée avec des agents téléguidés, commandos gauchistes et policiers entremêlés,... dirigés contre le mouvement ouvrier".

Un flic d'usine assassine un ouvrier révolutionnaire à la sortie de Renault. Et les révisionnistes crient très fort à la classe ouvrière. Ne vous en occupez pas ! Ca ne vous concerne pas ! L'ouvrier Overney a été payé par Marcellin pour se faire assassiner ! Ce n'était qu'un de ces *"hommes de main fascites, sous étiquettes maoïstes, embauchés spécialement". Il ne faut pas, à cause de cet assassinat, "se laisser détourner de la lutte revendicative".*

A la petite bourgeoisie, ils déclarent aussitôt : ne vous inquiétez pas. Nous veillons au grain. La classe ouvrière ne ripostera pas par la violence révolutionnaire à cet assassinat de la bourgeoisie. *"La classe ouvrière condamne les violences".*

A la bourgeoisie, le P."C".F. et la C.G.T. indiquent clairement : ces ouvriers révoltés ripostent à la violence du *"personnel de gardiennage".* C'est inadmissible ! *"Ils ont insulté la C.G.T... et menacé de mort les agents de maîtrise".* C'est inadmissible ! *"Ils sont unanimement condamnés.. par les techniciens, ingénieurs et cadres." "Notre syndicat C.G.T... félicite le personnel".* Donc aussi les flics de la Régie, donc aussi Tramoni, flic en chef ! (L'Huma dit seulement : chef d'un service administratif de la Régie"). Comment dire plus clairement à la bourgeoisie : Bravo d'avoir assassiné l'ouvrier Overney ! Si vous nous aviez confié la gestion de votre capital, la gestion de la Régie, nous n'aurions pas attendu si longtemps pour faire la besogne.

Vraiment, dans cet assassinat, ce qu'il y a de plus abjecte c'est à coup sûr la complicité hypocrite des révisionnistes.

Car que cherchent les révisionnistes du P.C.F. et de la C.G.T. ? Ils cherchent à constituer une valetaille politique bien placée pour obtenir de la bourgeoisie la gestion du capitalisme monopoliste en crise. Pour cela ils doivent faire la preuve qu'ils rallient la petite et moyenne bourgeoisie et surtout qu'ils sont capables, mieux que le personnel UDR, d'opprimer la classe ouvrière, d'isoler et d'assassiner les ouvriers révoltés et les révolutionnaires.

S'ils font un tel tapage, c'est que cet assassinat risque de faire voler en éclats leurs efforts laborieux pour persuader la classe ouvrière que les gardes chiourmes du capital sont ses alliés naturels ; c'est que cet assassinat risque de mettre à nu, devant la classe ouvrière leur nature abjecte : ces soi-disant communistes, ces soi disant représentants de la classe ouvrière ne sont que des chiens de garde du capital, des partisans actifs de la matraque et du fusil contre les ouvriers et tous les révolutionnaires. Ce sont des communistes en paroles. Mais des fascistes dans la réalité.

Pour le prolétariat, il s'agit de venger Overney. Mais comment ? Il ne suffit pas d'exiger la dissolution des milices du capital dans les usines. Cet assassinat n'est pas un accident, ni même une agression fascite isolée. Cet assassinat, c'est le dernier d'une série ininterrompue d'assassinats d'ouvriers : les flics ont massacré et assassinent continuellement encore des ouvriers Algériens en France. Ils ont assassiné à Charonne, en 1962. Les CRS ont assassiné des ouvriers, à Sochaux, en 1968. Les flics ont tiré sur des révolutionnaires à l'usine Creusot-Loire de Firminy, en 1971. Le capital mutile, intoxique, assassine des dizaines d'ouvriers, chaque jour, sur les chantiers, dans les mines, dans les usines comme Berliet, comme Penarroya-Gerland. Les crimes de la bourgeoisie contre la classe ouvrière sont innombrables.

C'est cela la démocratie bourgeoise.

Le prolétariat ne peut se contenter de se mobiliser pour défendre la démocratie. La démocratie bourgeoise assassine des ouvriers, tous les jours. La démocratie est l'antichambre du fascisme.

Que le prolétariat édifie son Parti, qu'il se prépare à s'emparer du fusil, à écraser par la violence révolutionnaire la bourgeoisie et tous les assassins à sa solde, tous ses laquais sociaux-fascistes, et alors ces crimes seront vengés, et alors Overney sera vengé !

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

Février 62 : 8 morts à Charonne Capital Assassin.

PEKIN

RECUL DE NIXON

DEFAITE DE L'IMPERIALISME SUR LA QUESTION DE TAIWAN

– L'impérialisme U.S. reconnait que Taiwan est une province Chinoise faisant partie intégrante du territoire Chinois.

– L'impérialisme U.S. reconnait que la question de Taiwan est un problème intérieur Chinois et qui doit être réglé entre Chinois. Ces quelques lignes résument la défaite cuisante que le peuple Chinois a infligé à l'impérialisme U.S.

Pendant 25 ans l'impérialisme U.S. a affirmé que la seule et unique Chine était Taiwan (Formose), que le seul gouvernement de la Chine était celui du fantoche Tchang-Kai Tchek et que le peuple de la République de Chine vivait sous une dictature militaire tyrannique. Le président Mao-Tsé-Toung était désigné comme étant un bandit international, fauteur de guerre, ne respectant pas les lois internationales c'est-à-dire celles de l'impérialisme U.S., la bourgeoisie impérialiste U.S. s'efforçait de persuader le peuple américain que la Chine avait des ambitions de domination mondiale, qu'elle rêvait de soumettre le monde, elle présentait des images, des films de propagande truqués, montrant le peuple Chinois belliqueux et agressif.

Pendant 25 ans l'impérialisme U.S. a soutenu militairement, politiquement, économiquement, Tchang-Kai-Tchek, dans sa folle idée de reconquérir la Chine pour soi-disant libérer le peuple Chinois.

Malgré toutes ces manœuvres, ces pressions, ces intimidations, l'impérialisme U.S. n'a pu empêcher qu'un nombre toujours plus grand de gouvernements ne reconnaissent le gouvernement Chinois comme étant le seul et unique gouvernement de la Chine et que Taiwan faisait partie intégrante du territoire Chinois. Le vote pour l'entrée de la Chine à l'ONU, est venu confirmer avec éclat la juste ligne du Parti Communiste Chinois. La réaction violente de Rogers (secrétaire d'Etat U.S.) insultant les peuples qui ont soutenu la motion Albanaise montre que l'impérialisme venait de recevoir un coup très dur, qu'il se trouvait en difficulté jusque sur son terrain de prédilection qu'est l'ONU.

Voyant sa position intenable Nixon a tenté de donner le change en adoptant la thèse des 2 Chines qui très vite s'est transformée en une Chine et un Taiwan, thèse réaffirmée par le polichinelle Rogers quelques jours avant que son maître ne se rende à Pékin.

Nixon à Pékin reconnait devant les peuples du monde entier que Taiwan fait partie intégrante de la Chine et que cette question doit être réglée entre Chinois. Après une série de reculs, Nixon barre d'un trait les mensonges et les calomnies qu'il s'efforçait de répandre depuis 25 ans, et le voilà obligé de reconnaître les positions du gouvernement Chinois sur ce point.

(suite page 4)

l'îlotage : des flics au cœur de la population pour mieux la réprimer

La police de Lyon s'est acquis une certaine réputation pour son caractère violemment réactionnaire. Elle s'est montrée pour le moins complice des ratonnades et agressions individuelles de travailleurs immigrés, soit que certains de ses membres y participent directement, soit qu'elle ferme les yeux sur les crimes commis. Sous le moindre prétexte, les passages à tabac dans les commissariats se succèdent. La police lyonnaise vient de mettre en route une nouvelle expérience, l'îlotage.

UNE EXPERIENCE PILOTE

Pour se "rapprocher de la population", il a été imaginé de mettre en place l'îlotage. L'expérience tentée dans le quartier des Etats-Unis est probante : "entre 13 et 20 h, nous assumons au moins 4 passages dans toutes les rues de l'îlôt". Il s'agit en fait d'un **quadrillage systématique et permanent.**

L'expérience est en passe de se généraliser à tout Lyon et banlieue, divisés en 120 ilôts où des flics à mobylette, avec talkie-walkie, patrouillent 24 h sur 24. Le "Progrès de Lyon" se demande : "ce système est-il en passe d'être le seul généralisé peu à peu à l'ensemble du territoire".

SE RAPPROCHER DE LA POPULATION POUR MIEUX LA REPRIMER

Même si le système n'est pas le seul pour établir un quadrillage permanent, l'idée qui a provoqué sa mise en place, elle, se généralise sous toutes les formes. Pourquoi le quartier des Etats Unis a-t-il été choisi ? Il présente deux caractéristiques essentielles, des usines et une forte concentration de jeunes.

— **des usines,** Berliet Montplaisir, Paris-Rhône, Lenzbourg... pour surveiller de près les ouvriers, et surtout faire échec aux diverses initiatives que les révolutionnaires prennent en direction de la classe ouvrière.

— **des jeunes.** "Il est rare qu'on ait à poursuivre des vieillards pour tapage nocturne" affirme le "Progrès". En fait derrière cela se cache la réalité des passages à tabac dans les commissariats pour la moindre broutille.

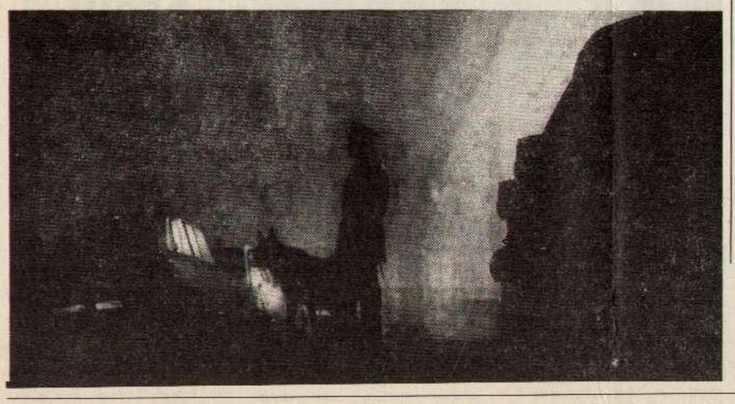
Le sens de l'expérience de la police lyonnaise est tout entier ici : renforcer la répression contre-révolutionnaire par tous les moyens. En fait cette expérience n'est pas la seule. La police veut renforcer son efficacité. Lyon est une ville où patrouillent sans cesse des landrovers de CRS, des 4L de RG et des 404. Les barrages sont quotidiens. Cette transformation de la police vise à rendre plus efficaces les forces de répression, le système policier, "trop complexe pour que le citoyen le comprenne".

Ce renforcement de l'efficacité va de l'utilisation de chiens policiers dans les patrouilles de nuit à un entraînement intensif au tir depuis 1970.

Quadrillage policier systématique contre-révolutionnaire, amélioration des moyens de répression, telles sont les pièces maîtresses du "rapprochement de la police et de la population".

Cette expérience pilote de la police complète les lois nouvelles de tous ordres, la juridiction d'exception. Tout l'appareil d'état est en transformation : il se rapproche de la population pour mieux réprimer la classe ouvrière où les idées révolutionnaires commencent à pénétrer contre le révisionnisme.

Progressivement, la bourgeoisie se dote de tous les moyens qui lui permettront, le moment venu, de liquider tous les vestiges des libertés démocratiques qu'elle n'a pu encore supprimer. Arsenal juridique, effectifs de police renforcés, quadrillage de la population, le fascisme est déjà en germe.



LE PROGRAMME DE GOUVERNEMENT DU P"C"F la conquête du parlement n'est pas la prise du pouvoir prolétarien

Dans F.R. nº 9, nous avions vu que le programme de gouvernement du P"C"F visait essentiellement à dissimuler à la classe ouvrière que, pour s'émanciper, elle devait détruire par la violence l'appareil d'Etat armé de la bourgeoisie et instaurer sa dictature violente sur les exploiteurs.

Comme tous les démagogues bourgeois, le P"C"F s'efforce donc de faire miroiter aux esclaves du capital l'illusion qu'ils pourraient se libérer progressivement, par des moyens **pacifiques,** en maintenant intact l'appareil d'Etat bourgeois. Ces moyens pacifiques, ces illusions prêchées depuis longtemps par la bourgeoisie et tous les réformistes, se réduisent principalement à deux :

— la lutte électorale et parlementaire

— la participation

Nous dénoncerons ici le premier aspect de la démagogie, le parlementarisme.

LA LUTTE ELECTORALE, BUT SUPREME DU P"C"F

Les révisionnistes ne déclarent jamais, surtout depuis mai 68, carrément aux ouvriers : "toute notre stratégie consiste à obtenir, grâce à une alliance avec le Parti Socialiste, une majorité de sièges de députés aux prochaines élections." Ils préfèrent vanter dans le détail leur "programme de gouvernement démocratique". Mais quelle est la condition indispensable pour que se constitue un tel gouvernement ? Obtenir la majorité au parlement. Ils préfèrent, surtout depuis mai 68, parler de **"développement de l'action à la base" dans les entreprises, les villes et les villages** (p. 26). Mais quel est le seul et unique but de cette "union populaire" ? Obtenir la majorité au parlement.

LE PARLEMENT N'EST QU'UN PARAVENT

A supposer même que les élections puissent amener au parlement une majorité de députés représentant les intérêts fondamentaux du prolétariat (nous verrons plus loin que c'est impossible), quel pouvoir auraient ces hypothétiques députés ?

Historiquement, il y a presque 2 siècles, lorsque la bourgeoisie s'est emparée du pouvoir politique, elle a mis en place un système parlementaire avec d'une part une assemblée nationale élue, renouvelable, chargée de faire la loi **à côté** d'un appareil exécutif (armée, police, justice, administration) non pas élu mais **désigné** non pas renouvelable mais **stable** qui est chargé, lui, de faire respecter dans les faits la loi de la bourgeoisie. Il y a près de deux siècles dans ce système, le parlement disposait effectivement d'un certain pouvoir : c'était le champ clos où les diverses fractions de la bourgeoisie (banquiers, industriels, propriétaires fonciers, bourgeoisie commerçante) tout en étant d'accord pour maintenir leur appareil d'oppression, s'affrontaient pour essayer chacune d'orienter cet appareil à son avantage, d'y détenir des postes clefs, d'en tirer privilèges et profits. La bourgeoisie alors avait pris soin de restreindre le droit de vote aux riches.

Avec le développement du capitalisme, le capital **financier** (fusion du capital bancaire et du capital industriel) est devenu dominant dans l'économie, la bourgeoisie monopoliste s'est subordonnée définitivement les autres fractions de la bourgeoisie (ce qui ne signifie pas du tout qu'elle ait éliminé les contradictions entre elle et les autres fractions non monopolistes de la bourgeoisie, ni les contradictions en son sein). Elle a fusionné toujours plus étroitement l'appareil des monopoles et l'appareil de l'Etat en un mécanisme unique d'oppression et d'exploitation. Dès lors, dans les années 1890, le parlement est devenu un simple ornement "démocratique" : dans les faits, le parlement, après avoir bavardé, "démocratiquement", enregistre purement et simplement les décisions de la bourgeoisie impérialiste. Dès lors le suffrage universel est devenu de règle : il ne représentait plus le risque de perturber l'ordre bourgeois. Cette évolution irréversible était achevée, notamment, en France, dès avant la guerre de 14. Lénine soulignait : "Considérez n'importe quel pays parlementaire, depuis la France jusqu'à la Suisse, depuis la France jusqu'à l'Angleterre, la Norvège etc..., la véritable besogne "d'Etat" se fait dans la coulisse : elle est exécutée par les départements, les chancelleries, les états majors. Dans les parlements on ne fait que bavarder à seule fin de duper le "bon peuple" (l'état et la révolution).

Les révisionnistes du P"C"F font semblant d'avoir complètement oublié cette vérité historique. Ils se scandalisent : "l'Assemblée Nationale est réduite au rôle de chambre d'enregistrement des décisions prises en dehors d'elle par le pouvoir exécutif". Ils dénoncent comme responsable "le régime en place depuis douze ans". Comme si le parlement n'était pas dès avant le début du siècle, devenu une simple chambre d'enregistrement. Comme si cette transformation était due à un "régime" malfaisant et non à l'évolution logique inéluctable au système capitaliste.

Le P"C"F espère ainsi renforcer dans les masses et en particulier dans la classe ouvrière les illusions parlementaires ébranlées par l'expérience de mai 68. La bourgeoisie fait beaucoup de publicité, notamment à la télé, pour montrer que le parlement travaille, agit — donc exerce le pouvoir. Le P"C"F fait la même publicité à sa manière. Il s'efforce de persuader les masses qu'en cas de succès électoral, on pourra revenir cent ans en arrière : **"l'Assemblée Nationale... pourra légiférer effectivement et exercer un contrôle réel sur le gouvernement".** Par quels moyens ? : **"les dispositions constitutionnelles qui établissent le pouvoir personnel seront abrogées ou révisées"** (p. 118). Et voilà. Il suffirait d'un trait de plume pour faire changer docilement de cap l'énorme appareil d'Etat bourgeois d'oppression et d'exploitation, renforcé et dominé depuis 50 ans par la bourgeoisie monopoliste.

Le prolétariat ne doit se faire aucune illusion là-dessus. Il ne peut utiliser la lutte électorale et parlementaire que comme un moyen entre autres, selon les circonstances, de propagande et d'agitation révolutionnaire, un moyen entre autres de mesurer l'audience dans les masses des idées révolutionnaires. Mais en aucun cas il ne peut espérer conquérir le pouvoir par la lutte électorale et parlementaire, en gagnant des sièges. Le pouvoir est concentré plus que jamais, en pays impérialiste, dans l'appareil d'Etat armé et bureaucratique. C'est l'armée, la police, l'énorme appareil bureaucratique, que le prolétariat doit détruire par la violence révolutionnaire, s'il veut s'émanciper et instaurer son propre pouvoir, sa dictature sur ses exploiteurs.

SOUS DICTATURE DE LA BOURGEOISIE IL EST IMPOSSIBLE DE CONQUERIR LA MAJORITE DES TRAVAILLEURS

Evidemment, de nombreux ouvriers, même s'ils regardent à la télévision ces députés beaux parleurs, même s'ils votent, ont par instinct de classe beaucoup de doutes, surtout depuis 68, sur l'efficacité et le pouvoir réels du parlement.

Pour ceux-là, le P"C"F développe une argumentation qui peut se résumer ainsi : **"c'est vrai, actuellement le parlement n'a pas de pouvoir. Pourquoi ? Parce qu'il est "une image déformée de la nation"** (p. 118). Une majorité de gauche **"représentant vraiment la volonté populaire "marquera" l'établissement de la souveraineté du peuple français"** (p. 131). C'est pourquoi le P"C"F prône la "représentation proportionnelle", ce vieux slogan réformiste qui date d'un siècle. Pour lui c'est une arme merveilleuse : **"la représentation proportionnelle permet au peuple de désigner librement ses élus" (p. 132) ;"l'Assemblée Nationale, élue à la représentation proportionnelle, pourra légiférer effectivement et exercer un contrôle sur le gouvernement" (p. 118). Ceci suppose que :**

1. il serait possible au prolétariat de **rallier sous la dictature de la bourgeoisie,** la majorité des travailleurs sous sa direction.

2. qu'il serait possible à la majorité des travailleurs sous la dictature de la bourgeoisie de traduire réellement sa volonté par le suffrage universel.

Ce sont 2 rêves creux, 2 mensonges éhontés :

1. Sous la dictature de la bourgeoisie, en période "pacifique", alors que fonctionne à plein le système bourgeois d'oppression, d'exploitation et d'intoxication idéologique ; il est impossible pour les couches petites bourgeoises de se placer massivement clairement sous la direction du prolétariat. De par leur nature, leur place dans la production, elles sont au mieux hésitantes : elles restent attachées à la propriété individuelle (la paysannerie pauvre par exemple), et même si elles sont menacées de ruine par le développement du capitalisme, elles ont tendance à garder l'espoir de s'en sortir quand même individuellement. Pour ces couches-là, il faut qu'elles sentent basculer nettement le rapport de forces en faveur du prolétariat pour que certaines d'entre elles se détachent de la bourgeoisie et adoptent une attitude favorable ou au moins neutre vis-à-vis de la révolution.

D'autre part, et les révisionnistes le cachent soigneusement, il existe dans une métropole impérialiste, toute une petite bourgeoisie entretenue et corrompue par l'impérialisme (personnel d'encadrement par exemple). Cette petite bourgeoisie — qui englobe également une frange supérieure de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière — en période révolutionnaire se rangera sans doute, dans sa majorité, dans le camp de la contre révolution.

2. Prétendre que la majorité des travailleurs pourrait s'exprimer librement par le suffrage universel, sous dictature de la bourgeoisie, c'est une tromperie grossière. La démocratie bourgeoise est une dictature pour les travailleurs. Des millions et des millions d'entraves violentes ou non violentes, dressées par la bourgeoisie et son Etat, s'opposent chaque jour à ce que les travailleurs puissent librement exprimer, imprimer, diffuser leurs idées, se réunir, s'organiser. D'autre part, la bourgeoisie dispose d'un énorme appareil pour inculquer quotidiennement sa propagande, et peut exercer toutes sortes de chantages pour que les travailleurs votent "bien". Dans ces conditions, le suffrage universel consiste toujours, comme l'indique Lénine, à "décider périodiquement pour un certain nombre d'années quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au parlement. Telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois".

Quand le P"C"F (comme Marchais récemment dans un cinéma de Boulogne-Billancourt), déclare au prolétariat qu'il doit **d'abord** réaliser "l'union des forces populaires" autour de la classe ouvrière, qu'il doit **ensuite** attendre que cette "union populaire" se traduise par un succès électoral, il s'efforce clairement de subordonner le prolétariat aux intérêts de la petite bourgeoisie, y compris de la petite bourgeoisie parasitaire. C'est-à-dire de soumettre le prolétariat aux intérêts de l'impérialisme, de son ennemi de classe.

"L'union populaire" du P"C"F — et il peut la réaliser un jour — ce sera l'union de l'aristocratie ouvrière et de couches petites bourgeoises contre la classe ouvrière pour le maintien et le renforcement du système impérialiste français.

Le prolétariat doit balayer complètement ces conceptions bourgeoises en son sein. Il doit aussi mener une propagande révolutionnaire dans les couches petites bourgeoises susceptibles d'être ralliées ou neutralisées (et pour cela il peut utiliser comme tribune notamment l'agitation électorale et la lutte parlementaire). Mais il doit être prêt en cas de situation favorable, révolutionnaire, à prendre l'initiative, à monter à l'assaut de l'Etat bourgeois pour le détruire. Une fois que l'Etat des ouvriers en armes aura pris le dessus et sera en mesure de supprimer l'exploitation, d'écraser la résistance des exploiteurs, alors il aura mille fois plus de moyens de développer la plus large démocratie pour la masse de travailleurs. Alors, et alors seulement, la majorité du peuple pourra s'exprimer librement. Alors, et alors seulement, le prolétariat aura mille fois plus de moyens pour éduquer, rallier et diriger les couches non prolétariennes jusque là hésitantes.

	France		Etranger	
Pli normal	1 an 6 mois	20 F 10 F	1 an 6 mois	40 F 20 F
Pli fermé	1 an 6 mois	40 F 20 F	1 an 6 mois	80 F 40 F

ABONNEZ-VOUS A FRONT ROUGE

CCP LYON 204-51

"Mme Maynard, directrice de la société Aptex :

J'ai toujours pensé que les chiens étaient de bons fonctionnaires de police. Ils peuvent non seulement permettre l'arrestation des malfaiteurs, mais aussi sauver des vies humaines. Bravo pour cette initiative." (le Progrès du 26/1/72).

De l'homme ou de la bête quel est le meilleur chien de garde du capital.

ATELIERS D'AUDINCOURT démasquer les révisionnistes et détruire le révisionnisme

La société A.R.A. (Audincourt Rhône Alpes), nouvelle dénomination des Forges et Ateliers d'Audincourt après leur absorption par la société Boccard (chaudronnerie et tuyauterie industrielle), emploie environ 250 ouvriers disséminés sur plusieurs chantiers qui travaillent pour le groupe Rhône-Poulenc (Rhodia Belle Etoile, Rhodia Vénissieux, Ugine Kuhlman à Pierre Bénite et à Jarrie). L'effectif est assez fluctuant selon l'importance et la durée des chantiers. Il y a quelques années les Forges et Ateliers d'Audincourt employaient 1 500 travailleurs répartis dans toute la France. La société A.R.A. nouvellement constituée possède une direction de choc : un des frères Boccard est le président de la Chambre Patronale de la Métallurgie du Rhône. Les travailleurs du chantier sont pour la plupart des O.P. (90 %, surtout P2 et P3), plus une minorité d'O.S. (10 %) qui sont aides-monteurs. Un P3 gagne environ 2 000 F mensuels dont 700 à 800 F de prime de déplacement, un aide monteur gagne 1 100 F par mois.

A la fin de l'année 1971, le patronat d'A.R.A.—Boccard attaque le pouvoir d'achat des travailleurs : suppression de nombreuses primes (prime trimestrielle, prime de travaux, prime de hauteur et de chaleur) et réduction de la prime de fin d'année de 1/3. Ceci se traduit par une perte d'environ 1 000 F par ouvrier pour l'année 1971. Tout cela assorti de menaces de type fasciste : au sujet de la prime de fin d'année, la direction déclare dans la note intérieure nº 22 affichée le 14 décembre 71 : "il convient également de noter qu'il sera tenu compte, pour l'attribution d'une éventuelle prime dans l'avenir, du comportement du personnel : absentéisme, indiscipline, arrêt de travail etc... La direction restant seule juge pour les modifications, les attributions ou les suppressions de primes. La perception par les agents de la prime ci-dessus (prime de fin d'année) implique leur acceptation sans réserve du règlement annoncé ci-dessus".

Il n'y a pas que dans leur pouvoir d'achat que les ouvriers d'A.R.A. Belle Etoile sont attaqués par le patronat, ils le sont aussi durement dans leurs conditions de travail. En 66, les effectifs étaient de 300 au chantier de Belle Etoile : il y avait un OS aide-monteur pour un OP monteur, soit moitié moitié. Aujourd'hui, il n'y a plus qu'un aide-monteur pour 10 monteurs : cela veut dire que les OS aides-monteurs sont obligés de courrir sur le chantier pour apporter le matériel aux monteurs, partir, revenir, donner un coup de main à droite et à gauche quand ils ont une minute ; tandis que les monteurs sont de plus en plus obligé de transporter seuls leur matériel sur les échelles, les échaffaudages et faire seuls des travaux où il faut être 2. Tout cela signifie accroissement de la fatigue et multiplication des risques d'accident pour les OS et les OP.

Des OP ont été déqualifiés avec la bénédiction de la C.G.T. : en 69, 2 P1 ont été passés aides-monteurs avec une perte de salaire de 350 F par mois. Ce sont les responsables de la section CGT qui ont choisi les 2 ouvriers à déqualifier et leur ont annoncé la nouvelle : "Tu sais, actuellement il y a trop de monteurs et pas assez d'OS, alors pour rester, tu devrais accepter un poste moins bon, mais ça ne durera pas lontemps" (!) Les 2 P1 sont toujours aides-monteurs...

Les ouvriers ont été licenciés en grand nombre pour passer de 300 à une soixantaine aujourd'hui, notamment en 67 (62 algériens licenciés, sur une liste établie avec la CGT). Grâce aux luttes menées avant 66, les travailleurs avaient obtenu une réduction d'horaire (de 60 à 48 heures par semaine), mais par la suite, avec la prise en main du syndicat CGT par un bonze réviso, les cadences ont été augmentées de façon à comprimer le travail de 60 heures à 48 heures.

Actuellement, la société licencie des monteurs-tuyauteurs sur certains chantiers (une dizaine pour le moment à Pierre-Bénite) alors que d'autres chantiers font des heures supplémentaires. Tous les chantiers sont concernés par des menaces de licenciement, liées maintenant à la baisse de commandes de travaux.

Ainsi les OP d'A.R.A.—Boccard, travaillant encore pour la plupart selon leur qualification et mieux payés que la moyenne de la classe ouvrière, sont également touchés par la crise de l'impérialisme. Aujourd'hui, le capitalisme s'attaque surtout aux OS en leur imposant des conditions de travail de plus en plus inhumaines et en diminuant leur salaire réel jusqu'au-dessous de la valeur de leur force de travail (notamment pour les immigrés), mais il n'épargne pas non plus tout une partie des professionnels.

SUR LE CHANTIER DE RHODIA BELLE ETOILE

Face aux attaques patronales, les travailleurs d'A.R.A. Belle Etoile ont réagi unanimes le 2 février : sous la direction d'un camarade marxiste-léniniste du chantier qui les avait mobilisés, ils se sont rendus tous ensemble à la direction du chantier, puis sont montés à Lyon manifester au siège d'A.R.A.—Boccard.

Pour se défendre, les ouvriers du chantier n'attendent rien du syndicat CGT de l'entreprise (le seul dans la boîte) : celui-ci n'a absolument pas réagi aux mesures patronales, il s'est contenté de conciliabules avec la direction, dont rien n'a été dévoilé aux travailleurs. La section CGT a complètement dégénéré depuis 1966, année où elle a commencé à être contrôlée par un révisionniste qui cumule des "fonctions" (secrétaire de l'Union des Métaux de Vénissieux, délégué du personnel et au CE, représentant syndical, secrétaire de cellule du P"C"F et candidat aux dernières élections municipales à Saint Fons). De 66 à 71, 6 délégués CGT opposés à la politique de collaboration de classes du bonze réviso, ont démissionné et la plupart des syndiqués ont abandonné la section. *Le syndicat est aujourd'hui complètement coupé des masses :* sur le chantier Rhodia Belle Etoile, 4 syndiqués sur un effectif de 50 ouvriers, alors qu'il y a 5 ans, il y avait sur le chantier 295 syndiqués sur 300 ouvriers. Complètement vomi par les ouvriers, le révisionniste bonze syndical insulte et provoque des travailleurs à tel point que tous ceux de son atelier ont signé une pétition demandant son changement d'atelier. Mais avec l'aide de la direction, ce traître à la classe ouvrière parvient encore à se faire élire délégué au CE.

Lors des élections au CE en novembre 71, qu'avons-nous constaté ? Pas d'urne sinon une boîte en carton, pas d'isoloir : le vote se fait dans le bureau du chef, en sa présence (!) et celle des délégués, le dépouillement a lieu 4 jours après. Les délégués et la direction ont déclaré "vote normal" ! Face à cette parodie d'élection et toutes les irrégularités, la colère des travailleurs a été grande et aussitôt le résultat du vote connu, une lettre-pétition des travailleurs demandant l'annulation des élections a été adressée à l'inspection du travail, toujours sans réponse après plus de 2 mois (ce qui a montré pour les travailleurs la collusion patronat-syndicat-inspection du travail et dissipé chez eux l'illusion encore grande de l'"impartialité" de l'inspection du travail).

LES MARXISTES-LENINISTES DANS LA LUTTE POUR LES REVENDICATIONS IMMEDIATES

Si aujourd'hui, les travailleurs du chantier Rhodia Belle Etoile rejettent la CGT et font confiance au camarade marxiste-léniniste, c'est parce que celui-ci a toujours pris des initiatives pour la défense des intérêts immédiats des travailleurs et qu'il n'a jamais cessé de dénoncer la trahison de ces intérêts par la CGT et le P"C"F. C'est en 57 que le camarade a monté le syndicat CGT sur le chantier, il en a été responsable jusqu'en 66. Durant cette période, le syndicat a eu une ligne dure, il a mené de nombreuses actions qui ont permis d'arracher divers avantages tels que l'augmentation du salaire et des primes, et l'obtention de nouvelles primes, des avantages que le patronat essaie aujourd'hui de rogner. La perspective que le camarade offrait aux travailleurs était celle d'un syndicat CGT dur tablant sur la lutte de la masse. *La perspective se limitait à cela.* Les travailleurs étaient alors syndiqués CGT à 95 %. En 66, la prise en main du syndicat par le bonze réviso, a amené l'abandon des positions dures par le syndicat. Le camarade, qui avait déjà quitté le P"C"F, a alors démissionné du syndicat et entamé la dénonciation de la CGT.

Pendant 2 ans, le camarade se heurte à l'incompréhension des travailleurs qu'il avait lui-même liés à la CGT puis, à la faveur de mai 68, des travailleurs le rejoignent et quelques temps après, ils formèrent un "comité de base" qui mena plusieurs actions revendicatives. Le comité de base disparut en 70 avec le départ de plusieurs camarades sur d'autres lieux de travail, peu avant que soit entamée la critique de la ligne opportuniste de démocratie populaire-front uni qui abandonnait la perspective de la révolution socialiste.

Au cours des dernières années, les camarades ont dénoncé sur le chantier la politique de la CGT de collaboration avec le patronat et la corruption de la CGT et du P"C"F qui obtiennent de plus en plus de cadeaux des capitalistes : argent, heures disponibles, publicité dans l'Huma... Concrètement, c'est là-dessus que s'est faite la démarcation avec les révisionnistes : positions dures contre des gens qui passent leur temps en discussions avec le patronat et sont de plus en plus corrompus.

Parallèlement, une propagande marxiste-léniniste *générale* a été faite principalement par des journaux et des tracts, surtout à partir de 1970, où l'action purement revendicative, en l'absence de propagande pour la révolution, a été critiquée.

Pourtant, malgré le rejet de la CGT et leur confiance dans le camarade, il y a eu des difficultés à réunir les travailleurs pour élaborer la tactique de lutte au-delà des mouvements spontanés comme le 2 février, et pour discuter de la crise actuelle du capitalisme : certains travailleurs disent encore qu'il vaut mieux des délégués CGT que pas du tout. Surtout, les idées racistes, chauvines, l'espoir de pouvoir s'en sortir, de ne pas faire partie des victimes de la crise du capitalisme qui s'accentue, tout ceci est encore présent chez les travailleurs du chantier : la nécessité de la révolution n'est pas comprise. Les révisionnistes ont donc été balayés du chantier en tant qu'individus qui trahissent les ouvriers pour les revendications immédiates, mais les idées bourgeoises et révisionnistes, elles, sont encore présentes dans la tête des travailleurs.

Une propagande générale, par tracts et journaux, pour les revendications immédiates, n'a donc pas suffi à propager les idées révolutionnaires.

Pour avancer, il nous faudra développer une propagande précise sur la ligne révisionniste en étudiant comment cette ligne influence concrètement les travailleurs du chantier, compte tenu de leur situation OP, pour la plupart. Ceci devrait permettre de mieux lier la propagande marxiste-léniniste à l'action revendicative, sans négliger celle-ci, car les travailleurs attendent des initiatives concrètes dans ce domaine de la part du camarade qui, dans le passé, a obtenu leur confiance personnelle, en prenant en main la défense de leurs intérêts immédiats.

Correspondant Audincourt

SOUTIEN à la grève de PENARROYA

Penarroya-Lyon, vendredi 24 à 1 h 30 du matin, les gardes mobiles investissent l'usine occupée par les grévistes. Aux dires de la presse bourgeoise, les ouvriers présents "ont été gentiment reconduits chez eux, après vérification d'identité". La bourgeoisie se félicite que tout se soit passé dans le calme, sans violence. Ainsi le déploiement de 10 cars de gardes mobiles, avec fusils et grenades, n'est-ce pas la violence ?

Que les travailleurs logés dans l'enceinte de la Penarroya soient constamment sous la menace des armes des gardes mobiles, constamment soumis au contrôle des flics est dans l'ordre des choses. Il ne manquait plus à la Penarroya qu'une rangée de barbelés et des chevaux de frise pour se confondre avec les camps de concentration. C'est aujourd'hui chose faite.

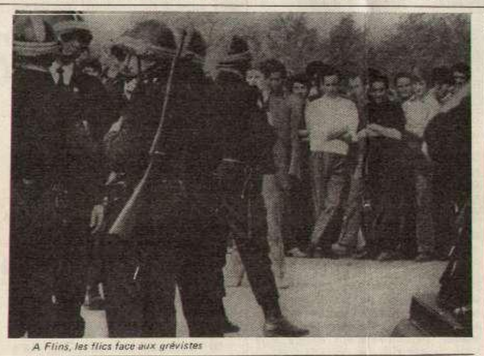
Pour la bourgeoisie, la violence réactionnaire n'existe pas : ses flics, ses milices de toute sorte, ne sont que des éléments d'un appareil destiné à maintenir l'ordre fixé par ses lois.

Si la bourgeoisie se félicite que tout se soit bien passé, c'est que les forces de répression ne se sont pas heurtées à la violence révolutionnaire, celle que dénonce bourgeois, révisos, réformistes. Tous savent que seule cette violence révolutionnaire peut détruire le système d'exploitation en place.

La CFDT a affirmé que si la police intervenait, la grève continuerait quand même. N'est-ce pas dire clairement à la bourgeoisie qu'elle peut faire intervenir ses forces armées, et qu'il n'y aura pas de riposte des travailleurs ?

Pourquoi donc un tel déploiement de force, sous la direction, sur place, du préfet et du chef de la sécurité de la région Rhône-Alpes. C'est que la lutte des immigrés de la Penarroya est une lutte contre les conditions d'exploitation de toute la classe ouvrière. Les flics ont investi la Penarroya pour faire cesser la grève. La bourgeoisie ne peut tolérer que les ouvriers remettent en cause leur exploitation, elle est prête à réprimer toute volonté de révolte de la classe ouvrière.

LES MARXISTES-LENINISTES APPELLENT A SOUTENIR FINANCIEREMENT LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE LA PENARROYA CONTRE LA BOURGEOISIE EXPLOITEUSE. ENVOYEZ VOS DONS A FRONT ROUGE (CCP 205-51 LYON) EN PRECISANT "POUR LES GREVISTES DE LA PENARROYA".



A Flins, les flics face aux grévistes

LE TRAVAIL TEMPORAIRE une arme perfectionnée de la bourgeoisie pour organiser le chômage

Le 5 janvier de cette année, le gouvernement Chaban Delmas a publié une loi sur le travail temporaire : ce n'est rien d'autre qu'un soutien officiel pour les entreprises loueuses d'hommes. Si le gouvernement n'a pas attendu plus longtemps pour faire passer cette loi, c'est parce qu'aujourd'hui le chômage augmente très vite en France et que les entreprises de travail temporaire sont devenues un des moyens de l'organiser.

Pour faire le maximum de profits, les capitalistes cherchent à obtenir l'accroissement de la production tout en réduisant le plus possible le nombre d'ouvriers qu'ils emploient. A l'heure où la crise s'accentue, les capitalistes se livrent à une concurrence de plus en plus acharnée qui entraîne l'anarchie croissante dans la production avec de nombreux à-coups, selon que l'un ou l'autre obtient ou perd une commande. Dans ces conditions, les capitalistes veulent disposer d'une main d'œuvre qu'ils peuvent prendre et rejeter comme ils veulent en toute légalité, sans fournir ni préavis, ni indemnité de licenciement, et surtout en ne s'exposant pas à la révolte des travailleurs contre les licenciements.

Ce n'est pas un hasard si on constate un essor du travail temporaire notamment à partir du "plan de stabilisation" gaulliste de 1963 : c'est cette année là que les grandes firmes du travail temporaire, BIS, MANPOWER, EUROPE-SECRETARIAT, PALAIS-ROYAL-SERVICE créent un "groupement d'études du travail intérimaire en France". Or, le plan gaulliste de 1963 marque une étape dans la politique de la bourgeoisie monopoliste pour les investissements massifs dans l'industrie afin de moderniser la production et être ainsi en mesure de faire face à la concurrence internationale ; cette politique de la bourgeoisie jette sur le pavé des centaines de milliers de travailleurs qui constitue un réservoir où les entreprises de travail temporaire puisent à leur guise.

Les travailleurs temporaires sont sans cesse recrutés puis rejetés, les entreprises leur imposent une insécurité permanente : 300 000 personnes au moins travaillent en temporaires au cours d'une année, celles qui ont un emploi dans la même entreprise pendant toute l'année, ne sont qu'une petite minorité, l'immense majorité ne travaille au même endroit qu'entre quelques heures et deux mois avec tout au long de l'année des périodes sans emploi. Un exemple : sur 20 000 demandes adressées par des entreprises à MANPOWER en décembre 70 et janvier 71, plus de 4 000 concernent des manœuvres pour une durée moyenne de *trois jours.* Les entreprises de travail temporaire qui ont le culot de dire dans leur publicité qu'elles apportent une solution au moins "partielle" aux problèmes du chômage, ne fournissent pas un véritable emploi aux chômeurs ; elles permettent seulement de renforcer *la mobilité* de la main d'œuvre selon le bon vouloir des patrons qui passent commande.

Les entreprises de travail temporaire ont cessé d'être une activité marginale : en plein développement dans la plupart des pays capitalistes, elles connaissent en France un essor sans précédent. Paris est la plus grande concentration mondiale d'entreprises de travail temporaire ; BIS principale entreprise française de ce type quadrille la capitale (12 agences dès 1968). Ces entreprises qui sont apparues en France dans les années 50, ne s'occupaient au départ que de la location de personnel de bureau, puis elles ont développé la location des ouvriers qui représentent aujourd'hui plus de la moitié de la main d'œuvre temporaire : ouvriers professionnels et surtout ouvriers spécialisés et manœuvres.

LA BOURGEOISIE UTILISE LE TRAVAIL TEMPORAIRE POUR REDUIRE LE PERSONNEL ET SOUMETTRE LES TRAVAILLEURS AUX A-COUPS DE LA PRODUCTION CAPITALISTE'

Avec l'existence d'un personnel temporaire toujours disponible et maintenu en réserve par les officines spécialisées, au lieu d'embaucher un personnel permanent qui corresponde à une moyenne indispensable entre les périodes de la production la plus élevée et celles où elle est le plus basse, les entreprises peuvent se permettre de réduire au maximum le personnel permanent en le surchargeant de travail et en ne faisant appel à du personnel de renfort que pour quelques jours ou quelques mois dans les périodes de pointes. Les dirigeants de MANPOWER déclarent tout net : "le travail intérimaire permet *d'occuper au mieux le personnel fixe...* donnant ainsi aux entreprises la possibilité *d'éviter les dépenses inutiles* en ne faisant appel à du personnel de renfort que pour la stricte durée de leurs besoins exceptionnels".

A Berliet, l'embauche est bloquée depuis deux ans. Mais, pour répondre à des commandes, Berliet Vénissieux a loué 400 ouvriers à une dizaine d'entreprise d'intérim (BIS, MANPOWER etc...). Aux vacances, il les vide. En septembre, pour rattraper le retard de 2 mois dans la production du aux grèves du printemps, Berliet, reprend 700 intérims qui sont astreints aux heures supplémentaires, au travail le samedi : en 4 mois le retard est rattrapé, en janvier 72 Berliet qui est mal placé sur le marché du poids lourd, vide les intérimaires une nouvelle fois.

Pour aider les capitalistes à réduire leur personnel permanent, les entreprises de travail temporaire ne se contentent pas de leur louer de la main d'œuvre quand ils le désirent, elles les conseillent en intervenant directement dans la gestion de leur personnel. C'est ainsi que MANPOWER propose aux chefs du personnel un diagnostic gratuit de leur entreprise s'ils considèrent que leurs bénéfices n'augmentent pas assez vite par rapport au chiffre d'affaire, les spécialistes de MANPOWER proposent leurs "solutions" s'ils estiment qu'il y a "surnombre du personnel existant, sous emploi de certains équipements" (d'après Guy Caire, économiste bourgeois à l'université de Grenoble) ; les solutions de MANPOWER sont donc : *licenciements et intensification du travail.*

LES TRAVAILLEURS TEMPORAIRES SONT LARGEMENT UTILISES PAR LES ENTREPRISES QUI MODERNISENT LEURS PROCEDES DE FABRICATION ET ACCELERENT LES CADENCES DE TRAVAIL.

En novembre 71, 4.000 ouvriers intérimaires, immigrés en majorité, ont été mis à la porte en Lorraine par Wendel-Sidélor, premier trust français de l'acier qui se réorganise pour dimi-

(suite page 4)

Le Maire révisionniste de Villerupt félicite un flic à la retraite

Récemment, Mr Sacconi, maire de Villerupt, flanqué de deux acolytes, sablait le champagne à la gendarmerie. Une "sympathique réception" avait lieu pour fêter la mise à la retraite d'un gendarme pour ses bons et loyaux services à l'Etat bourgeois. Il faut dire que cela valait le déplacement puisque tout le gratin policier était là : le commissaire principal de Villerupt, un de ses adjoints, un membre des "renseignements généraux" (noble personnage).

Ayant acquis les bonnes manières de tout ce beau monde, Mr Sacconi a offert un cadeau à l'heureux (il s'agit sans doute d'un "bon flic") qui va cumuler sa retraite et une paye de gardien à Metz (un autre Tramoni...). Ce faisant, il alla jusqu'à rappeler :... "les bons rapports qui ont toujours existé entre la municipalité [ouvrière et démocratique] et les forces de l'ordre" (cité dans le "Républicain Lorrain").

Fermez le ban. Il faut se rappeler que Mr Sacconi est membre d'un parti qui se prétend communiste. La trahison n'en est que plus criante car de quel ordre s'agit-il Mr Sacconi, sinon de l'ordre bourgeois

— qui permet à Wendel-Sidélor de licencier 10 000 à 15 000 travailleurs d'ici à 75 ;

— qui permet le chômage, l'appauvrissement des masses laborieuses et leur oppression.

— qui permet à la police de Villerupt de quadriller les quartiers, de contrôler systématiquement les passants certains soirs ou la nuit.

— qui permet à cette même police de brimer les jeunes et de pourchasser les militants communistes.

Nul doute la participation à de telles "réceptions" est un avec formel de la trahison du P"C"F qui voudrait voir la vigilance de la classe ouvrière faiblir face aux forces de répression au service de la bourgeoisie. Comme les autres cette tentative de corruption est vouée à l'échec.

La pensée Mao Tsé-toung, une arme puissante pour les combattants vietnamiens.

LA CHINE ROUGE

puissant soutien des peuples d'Indochine

Parmi le flot de calomnies anti-communistes et antichinoises que déversent la presse bourgeoisie et révisionniste à l'occasion du voyage de Nixon en Chine, plusieurs tournent autour de la révolution indochinoise.

Pour les experts bourgeois, le "conflit vietnamien" va être réglé en secret, à Pékin, entre Nixon et Chou En-Laï. Les révisionnistes ne peuvent se permettre de reprendre telle quelle cette propagande : les gouvernements vietnamien, lao et cambodgien pourraient leur infliger rapidement un cinglant démenti. Aussi les plumitifs du P."C".F. procèdent-ils autrement : d'une part, ils citent, sans commentaire les experts bourgeois, d'autre part, ils mettent constamment côte à côte la présence de Nixon en Chine et l'agression U.S. au Vietnam, laissant entendre par là que le gouvernement Chinois est en train de saboter la lutte du peuple vietnamien.

Quant à la dernière déclaration de Marchais, selon laquelle le voyage de Nixon à Pékin est une défaite de l'impérialisme U.S., elle ne dément nullement toutes les calomnies déversées par l'Huma depuis le 21 février. Elle vise simplement à ménager l'avenir. Il faudra bien que le P."C".F. explique le recul U.S. sur la question de Taiwan (Formose) dans le communiqué final, par autre chose que la collusion U.S.A.-Chine ou l'antisoviétisme. Limitons-nous ici à démonter les calomnies sur le soi-disant sabotage de la lutte des peuples d'Indochine par la Chine.

L'Huma n'hésite pas à avancer les mensonges les plus grossiers. Elle affirme sans sourciller que le gouvernement chinois ne parle plus de l'impérialisme U.S. Elle compte bien que les travailleurs n'entendront pas parler par la presse bourgeoise de l'éditorial du "Renmin Ribao" du 21 février, intitulé : "Le gouvernement U.S. dit mettre fin à ses actes de guerre et d'agression au Vietnam" et qui dénonce notamment la reprise et l'intensification des bombardements sur le Nord-Vietnam.

Mais il y a plus habile. L'intensification de la guerre au Vietnam ne s'expliquerait pas par la logique agressive de l'impérialisme U.S. mais par un accord avec les dirigeants Chinois. Tout se déciderait à Pékin. Les révisionnistes affichent ainsi leur mépris de la guerre du peuple, incapable, selon eux, de vaincre par ses propres forces.

Assurément Nixon est acculé à la défaite en Indochine. Mais il ne renonce pas pour autant à son agression. Et s'il vient à Pékin, à genoux, c'est parce qu'il s'imagine pouvoir y trouver une issue. Le tigre impérialiste à l'agonie reste tout aussi féroce, mais il agonise. Les révisionnistes masquent l'irrémédiable échec de l'impérialisme U.S. en Indochine.

Les révisionnistes insinuent encore : les dirigeants Chinois n'auraient-ils pas pu exiger comme préalable aux négociations l'arrêt des bombardements. L'arrêt des bombardements signifierait pour l'impérialisme U.S. l'arrêt de la guerre, c'est-à-dire la défaite complète : les dirigeants Chinois auraient-ils dû attendre la fin de la guerre pour accepter la discussion avec Nixon ? Ils auraient ainsi laissé passer une excellente occasion de faire reculer encore plus l'impérialisme U.S., comme le prouve le résultat des discussions.

A l'appui de leurs grossières falsifications, les révisos ne se privent pas d'insinuer que les dirigeants des peuples Indochinois seraient "inquiets" du voyage de Nixon à Pékin.

Ainsi, si le prince Sihanouk a quitté Pékin ces derniers temps pour Hanoï, ce serait pour marquer sa mauvaise humeur vis à vis des dirigeants Chinois.

Ainsi les justes déclarations du Nan Dhan dans un article du samedi 19 février : "Nixon où qu'il aille, quel que soit son camouflage est toujours dénoncé par l'humanité comme l'agresseur embourbé et défait au Vietnam", sont implicitement interprétés par l'huma du 21 février comme un rappel à l'ordre des Vietnamiens à l'adresse de Mao Tsé Toung. C'est ainsi que depuis une semaine, par la mise en pages l'huma essaie de faire passer toutes les déclarations anti-yankees pour des déclarations anti-chinoises.

Mais cette fois le démenti vient cinglant de Sihanouk chef de l'etat du Cambodge : "les conséquences de la visite de Nixon à Pékin ne sauraient être néfastes ni pour les peuples Indochinois, ni pour les autres peuples du tiers monde, car la République populaire de Chine ne trahira jamais les intérêts de ces peuples. Mon gouvernement admet parfaitement que le gouvernement Chinois accueille Nixon chez lui. Tout ce que je peux dire concernant la prochaine visite à Pékin du président Nixon, c'est que cette visite donnera au gouvernement de la République populaire de Chine l'occasion de plaider la juste cause des peuples kmers, vietnamiens et Laos luttant contre l'impérialisme US et ses fantoches pour rétablir le Cambodge le Vietnam du Sud et le Laos dans l'indépendance, la neutralité et l'intégrité territoriale. Je me permets de répéter que la république populaire de Chine n'acceptera jamais de traiter les problèmes du Cambodge, du Vietnam, et du Laos, avec les U.S.A. à la place du GRUNK, de la République Démocratique du Vietnam, du GRP du Vietnam du Sud et du front patriotique Lao. La Chine dira à Nixon que ses problèmes, et par conséquent celui du retour de la paix en Indochine, ne pourront être résolus que si le gouvernement des U.S.A. prend en considération les justes et invariables exigences des trois peuples indochinois, telles qu'elles sont explicitées dans la résolution commune de leur conférence au sommet en date du 25 avril 1970."

Mais que recherchent donc nos piteux revisos en se déchînant ainsi contre la base rouge de la révolution ?

Il s'agit pour eux de redorer le blason du social impérialisme : "dans l'actuel rapport mondial des forces, et pour longtemps encore, c'est l'Union Soviètique... qui constitue le plus gros rempart à l'hégémonie des Etats Unis." C'est ce que développe l'Huma du 21 février.

L'U.R.S.S., c'est vrai, n'a pu mettre un coup d'arrêt brutal à l'aide que l'U.R.S.S. socialiste apportait à l'Indochine, il y a 20 ans, au risque de se démasquer trop ouvertement aux yeux des peuples d'Indochine , elle a même du, dans certaines circonstances, contrainte à une espèce de surenchère, développer cette aide. Mais n'oublions pas :

— que les bombardments U.S. contre la RDVN ne l'ont pas toujours empêchée de dormir et qu'elle a mis du temps avant de doter le Vietnam d'une défense anti-aérienne.

— que cette aide militaire, si elle est effectivement utile aux peuples d'Indochine n'en est pas moins, quand ils le peuvent, dénoncée par eux comme de nature uniquement défensive : "les russes ne veulent pas qu'Hanoï remporte la victoire" déclarait Sihanouk il y a quelques mois, mettant en parallèle le caractère ultramoderne de l'armement fourni à l'Egypte".

— n'oublions pas surtout que cette aide militaire fournie à Hanoï n'empêche pas l'URSS de persister à reconnaître le gouvernement fantoche au Cambodge et de fournir à ce dernier une aide militaire appréciable de son propre aveu, brisant ainsi le front uni des peuples d'Indochine.

Mais ce que les révisos pourront de moins en moins cacher, c'est que l'aide de l'URSS au Vietnam cache mal une véritable trahison politique. Les débats de l'Assemblée mondiale de Versailles, que l'Huma s'est bien gardée de rapporter, montrent bien que cette trahison éclate aujourd'hui au grand jour. M. Thiounn Prasith, ministre du GRUNK, déclare, tacitement soutenu par les vietnamiens : "notre peuple ne comprend pas que les pays non inféodés à l'impérialisme américain, et avec lesquels le Cambodge avait des relations étroites avant le coup d'état du 18 mars 70, n'aient pas encore apporté la reconnaissance au GRUNK"

Mais il s'agit surtout pour les révisionnistes français de masquer par tous les moyens aux yeux des travailleurs cette vérité que la Chine est et restera le grand arrière de la révolution indochinoise.

Les dirigeants chinois ne cachent pas que le soutien matériel de la Chine est encore trop faible, trop à la mesure des moyens limités d'un pays à peine sorti des griffes de l'impérialisme, mais parce que dans chaque usine, les ouvriers ont à cœur de pouvoir renforcer toujours davantage le soutien matériel au Vietnam, ce soutien, en armes légères, particulièrement adapté à la lutte de guerrilla, se développe effectivement.

Grand arrière de la révolution indochinoise, la Chine l'est surtout par le soutien politique indéfectible qu'elle lui apporte. Les communistes chinois n'ont jamais cessé de propager inlassablement le principe marxiste-léniniste, pierre de touche de la guerre révolutionnaire du peuple indochinois, à savoir qu'au sein du front uni mondial contre l'impérialisme, seule la lutte armée décide de la victoire du prolétariat et des peuples opprimés.

Mais le soutien du gouvernement chinois est encore plus direct : en recevant Nixon, en le contraignant à faire marche arrière sur un point capital de la vieille tactique de l'impérialisme US en Asie, il sème la panique et la confusion chez les fantoches indochinois. Ceux-ci ne s'affolent pas tant quand Nixon va à Moscou. Mais cette fois, les voilà affolés à l'idée d'être eux aussi comme le fantoche Tchang lachés un jour par les Yankees. Déjà le plan de paix Nixon tout orienté qu'il soit vers le renforcement du néo-colonialisme américain, avait suscité dans la clique Lon-Nol un malaise. Lon-Nol déjà avait noté amèrement l'insuffisance de garantie qu'offrait ce plan pour son minable gouvernement de marionnettes. A Saïgon où les "infiltrations" du Front sont de plus en plus visibles, où la "nervosité" comme dit le Monde s'accroît chez les fantoches, le voyage de Nixon ne peut que multiplier les contradictions au sein de l'administration de Thieu. La clique fantoche Sud Coréenne, saisie d'angoisse se dit brusquement prête à l'ouverture vis à vis de la Corée du Nord. Une des conséquences du voyage de Nixon sera bien de faire évoluer la situation sur le terrain de plus en plus à l'avantage des peuples révolutionnaires.

En faisant signer à Nixon un communiqué dans lequel figure au chapitre des points de désaccord le soutien de la Chine Rouge à la lutte des peuples d'Indochine et au plan en 7 points du GRP, les dirigeants Chinois inscrivent noir sur blanc qu'au delà de la coexistence pacifique, la Chine et les Etats Unis sont bien dans deux camps opposés, ennemis.

TRAVAIL TEMPORAIRE (suite de la page 3)

nuer ses coûts de production : ces ouvriers avaient été recrutés par une entreprise de travail temporaire créée spécialement pour louer la main d'œuvre à Wendel-Sidélor. Une partie de ces 4.000 ouvriers retrouveront peut-être du travail chez Wendel (évidemment sans bénéficier de l'ancienneté), mais il leur faudra pour cela faire les mille kms jusqu'à Fos/mer, où les entreprises de travail temporaire installent déjà leurs bureaux de recrutement.

A Rhodia-Vaise à Lyon, depuis 67, la direction a réduit le personnel qui est passé de 7.000 à 4.000 tout en augmentant les charges de travail sur les métiers ; dans l'atelier nylon, les effectifs ont été ramenés à 50 par équipe au lieu de 120 ; des OS intérimaires ont été loués pour faire le contrôle du fil, les nouvelles méthodes pour assurer ce contrôle avec moins de personnel seront mises en pratique dans quelques mois, et les travailleurs intérimaires seront alors vidés.

Au lendemain des ordonnances gouvernementales sur l'emploi de 67, Charles Borelli, P.D.G. d'EUROPE SECRETARIAT s'est fait le porte parole du patronat en déclarant : "l'institution d'un délai-congé et d'une indemnité-licenciement par les ordonnances, aussi justifiée qu'elle soit sur le plan social, ne peut que diminuer encore la mobilité de l'emploi. En face des besoins sociaux et des exigences économiques apparemment contradictoires, la solution pensons-nous pourrait être trouvée dans un recours plus large au personnel temporaire".

LES CAPITALISTES ESSAIENT D'UTILISER LES TRAVAILLEURS TEMPORAIRES POUR BRISER LES GREVES.

L'entreprise CHAUSSON (carrosserie automobile à Maubeuge vient de faire appel à du personnel intérimaire pour remplacer les travailleurs en grève à la mi-février.

Les cas sont nombreux, un des plus importants s'est produit en mars-avril 65 dans la métallurgie où les travailleurs étaient en grève contre les licenciements et pour des augmentations de salaires. Des petites et moyennes entreprises ont pu faire marcher l'ensemble de leurs ateliers avec des ouvriers en location, alors que la totalité de leurs propres ouvriers étaient en grève.

La loi sur le travail temporaire indique qu'une entreprise peut faire appel à des travailleurs temporaires "durant la suspension d'un contrat de travail, pendant le temps de cette suspension, sauf *en cas de conflit collectif*". En réalité, les entreprises qui violent le dernier point ne risquent rien : depuis la publication de la loi début janvier, plusieurs entreprises ont eu recours à des travailleurs temporaires en pleine grève. De plus, la loi ne concerne que les entreprises dont la seule fonction est de louer du personnel à d'autres entreprises, mais les multiples entreprises qui louent de la main d'œuvre *de manière dissimulée ne* sont pas concernées. Exemple, la SAFEN à Besançon : c'est une entreprise de nettoyage qui loue son personnel à Rhodiacéta depuis des années, les ouvriers de la Safen sont en fait utilisés chez Rhodia à tout autre chose que du nettoyage (triage de bobines, manutention, etc...). Si la Safen envoie des ouvriers pour remplacer des gars de Rhodia en grève, c'est tout à fait légal, la nouvelle loi sur le travail temporaire ne concerne pas la Safen.

Pour saboter les grèves, les capitalistes espèrent pouvoir s'appuyer sur les travailleurs temporaires déjà engagés (avant que la grève n'éclate), ils voudraient que ces travailleurs forment un groupe à part qui ne soit pas solidaire des autre travailleurs. Pour essayer de transformer cet espoir en réalité, les capitalistes n'y vont pas par quatre chemins : le contrat d'embauche de certaines entreprises de travail temporaire comporte *des clauses anti-grève* : ainsi, la NOTA qui recrute du personnel pour Peugeot, indique : "en cas de grève du personnel Peugeot, le personnel de la NOTA sera occupé par Peugeot à des travaux divers à l'intérieur des usines". Ceci n'est pas écrit pour la forme : le 21 avril 71, 12 ouvriers de la NOTA, débrayent 2 h 1/4 avec les ouvriers de Peugeot, pour l'avancement de l'âge de la retraite, le lendemain ils sont licenciés ; en février 71, l'entreprise intérim CORDEL-AVD a licencié des travailleurs intérims pour avoir refusé de décharger des camions à la place de grévistes de Rhodia-Besançon. Que ce soit écrit ou pas dans le contrat de l'entreprise d'intérim, les cas de ce genre sont multiples puisque l'entreprise utilisatrice peut renvoyer sans préavis et sans motif tout intérimaire.

Le développement des loueurs d'hommes correspond à une accentuation de L'Exploitation Capitaliste sous toutes ses Formes.

RECUL DE NIXON (suite de la page 1)

VICTOIRE DU PEUPLE CHINOIS SOUS LA DIRECTION DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Si Nixon a été obligé de faire concession sur concession, la position du gouvernement Chinois n'a quant à elle pas varié d'un pouce. Depuis sa fondation la République populaire de Chine a toujours affirmé que Taiwan était une province Chinoise, et que Tchang Kai Tchek était un valet de l'impérialisme.

Le gouvernement n'a pas cessé d'affirmer que c'était une question à régler entre Chinois et que l'impérialisme U.S. devait cesser tout soutien à la clique fantoche de Tchang Kai Tchek, en fait cesser de s'intégrer dans les affaires intérieures chinoises.

Le communiqué issu de la visite de Nixon affirme sans aucune ambiguïté le total soutien du gouvernement et du peuple Chinois à la juste lutte des peuples Laotien, Vietnamien, Cambodgien, affirme le soutien au plan en 7 points du GRP. Cela balaye les calomnies de la bourgeoisie et des révisionnistes insinuant par tous les moyens que la Chine trahirait la lutte du peuple vietnamien et des autres.

L'impérialisme U.S. est contraint de reconnaitre au moins formellement les 5 points de la coexistence pacifique tels qu'ils sont définis par le gouvernement chinois comme par l'ensemble des pays socialistes (Chine, Albanie, Corée, Vietnam).

PANIQUE CHEZ LES FANTOCHES

Le brusque revirement de Nixon fait souffler un vent de panique chez toutes les cliques fantoches à la solde de l'impérialisme. Nixon qui a toujours affirmé que les troupes U.S. étaient garantes de "la liberté et de l'indépendance de Taiwan", que les U.S.A. soutiendraient toujours "leur viel ami Tchang" voilà qu'aujourd'hui il accepte l'idée d'un processus de retrait de ses troupes d'occupation ainsi que de toutes les bases militaires. Comment vont réagir les Thieu Lon Nol et Cie qui, savent que les troupes U.S. sont nécessaires pour maintenir leur position de fantoche.

Thieu avait plus ou moins senti le vent en proposant la semaine dernière de convoquer une conférence de tous les pays indochinois pour une "neutralisation" de cette partie de l'Asie.

Les concessions de l'impérialisme U.S. sapent la confiance que les réactionnaires ont en lui, renforçant du même coup la lutte des peuples pour leur indépendance nationale.

L'IMPERIALISME NE CHANGERA PAS DE NATURE

L'impérialisme U.S. qui a été contraint à un important recul ne va pas pour autant abandonner son rôle de gendarme international. L'impérialisme U.S. ne s'est pas dépouillé de sa nature agressive et belliqueuse, menant des guerres impérialistes aux 4 coins du globe. Il continue de menacer les peuples du monde et de les contraindre à se soumettre à sa domination.

Nixon reconnait que Taiwan fait partie intégrante du territoire chinois. Va-t-il pour autant s'en aller gentiment, sacrifier ses intérêts sans aucune réaction ? Certainement pas. Ce serait des illusions sur la nature de l'impérialisme. Celui-ci a bien déchiré sans hésiter les traités le liant à Tchang Kai Tchek, pourquoi ne déchirerait-il pas le communiqué qu'il vient de signer. Nixon va chercher à repousser au maximum les délais d'évacuation de ses troupes, il cherchera ensuite à passer la main à son collègue japonais qui possède également de gros intérêts à Taiwan et qui n'est certainement pas prêt à les céder de plein gré.

Nixon n'a pas abandonné non plus l'idée de soumettre la base rouge qu'est la Chine. Il a seulement changé dans la période actuelle. Les menaces militaires n'ayant pas abouti, l'impérialisme va tenter d'utiliser son arme économique en bon réactionnaire qu'il est, il espère corrompre les dirigeants chinois. Comme tous les réactionnaires Nixon se trouve enfermé dans le cycle : agression, échec , nouvelle agression, nouvel échec.

Enfin, si Nixon après avoir signé le communiqué commun se lance dans une nouvelle agression contre la Chine, il se démasquera davantage aux yeux des peuples du monde entier et se trouvera davantage isolé.

Imprimerie P. Guilloux, 92, rue de la Villette, Lyon. — Dépôt légal n° 268, 1er trimestre 1972. — Directeur de la Publication : Camille Rey. — Distribué par NMPP. — Commission Paritaire 51 165